

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF ANNUEL

PERIODE DU RAPPORT : DU 1^{ER} JANVIER 2023 – 31 DECEMBRE 2023

Titre du Projet : MUDA WA AMANI (Le temps pour la paix). Numéro de référence du projet au MPTF : 00131333	Province : Nord-Kivu Zone prioritaire ISSSS : Bwito Nord, Lubero Sud et Ikobo. Pilier(s) ISSSS : Dialogue Démocratique (1), Retour Réintégration et Relèvement Socio-économique (4), Femmes, Paix et Sécurité (5).
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet :	Partenaires d'exécution : • Entraide Protestante Suisse (HEKS/EPER) • Aide et Action pour la Paix (AAP) • Action Solidaire pour la Paix (ASP)
Budget total du Programme (en US\$) Budget pour le partenaire d'exécution : 2499786 USD Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) : 201733 USD.	Durée du Programme Durée totale : 24 mois Date de démarrage : 1 ^{er} Juin 2022 Date de fin : 31 Mai 2024
Contact projet : Lead Manager: MANZUBAZE KAKANE Valentin, valentin.kanane@heks-eper.org Chef de projet: Fidèle MUHANGA KASONGO, fidele.muhanga@heks-eper.org Lead M&E Officer: Pacifique MUZIRIGERA, pacifique.muzigera@heks-eper.org	Rapport soumis par Nom : Jean BISIMWA BALOLA Titre : Directeur Pays Organisation participante (« lead ») : HEKS/EPER Adresse e-mail : jean.bisimwa@heks-eper.org

Abréviations

AAP	: Aide et Action pour la Paix
AGM	: Autres Groupes Marginalisés
ANR	: Agence Nationale de Renseignement
ASP	: Action Solidaire pour la Paix
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
CAS	: Civil Affairs Section (Section des Affaires Civiles de la MONUSCO)
CCP	: Conseil Consultatif Provincial
CCRCC	: Commissions Consultatives pour la Résolution de Conflits Coutumiers.
CLP	: Comité Local de Pilotage
CPAP	: Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification
CPDG	: Cellule de Paix et de Développement du Groupement
CRONGD-NK	: Conseil Régional des ONG de Développement du Nord-Kivu.
CSNU	: Conseil de Sécurité des Nations Unies
DD	: Dialogue Démocratique
EAC	: East African Community
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
GIZ	: Agence allemande de coopération internationale pour le développement
GPP NK	: Groupe de Plaidoyer pour la Paix au Nord Kivu
HEKS/EPER	: Entraide Protestante Suisse
HIMO	: Haute Intensité de la Main d'œuvre
ISSSS	: Stratégie Internationale de Soutien à la sécurité et la Stabilisation pour l'Est de la RD Congo.
M23	: Mouvement du 23 Mars.
MONUSCO	: Mission de l'Organisation Des Nations Unies Pour la Stabilisation en RD Congo
OIM	: Organisation Internationale des Migrations
ONGi	: Organisation Non Gouvernementale Internationale
OP	: Organisation Paysanne
OSC	: Organisation de la Société Civile
PAN 1325	: Plan d'Action National pour la mise en œuvre de la résolution 1325
P-DDRCS	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PNC	: Police Nationale Congolaise
PNUD	: Programme de Nations Unies pour le Développement
R1325	: Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU portant sur Femmes, Paix et Sécurité
RDC	: République Démocratique du Congo
UAS/SSU	: Unité d'appui à la stabilisation/Stabilisation Support Unit
VBG	: Violences Basées sur le Genre.
VSBG	: Violences Sexuelles et Basées sur le Genre.

Partie 1 - Points saillants du projet

L'année 2023 en République Démocratique du Congo a été essentiellement électorale (avec ses différentes phases d'enrôlement des électeurs, convocation de l'électorat et tenue de scrutins). Pour ce quatrième cycle électoral, quatre scrutins ont été organisés, les Congolais ont élu le président de la République, les députés nationaux, les députés provinciaux et les conseillers municipaux le 20 décembre 2023.

Si globalement ce cycle électoral a été apaisé et moins violent comparé aux cycles précédents de 2006, 2011 et 2018 (malgré la montée de discours de haine et de xénophobie), les violences et affrontements entre les FARDC, Wazalendo contre les rebelles du M23 à l'Est la RDC ont continué, empêchant les populations de territoires de Masisi et Rutshuru (au Nord-Kivu) à élire leurs représentants à tous les niveaux.

Dans ce contexte, le projet *Muda Wa Amani* poursuit sa mise en œuvre normale, la révision du projet a été proposée et approuvée en décembre 2023. Consolidant les acquis déjà enregistrés ; le projet a été élargi sur l'ensemble du territoire de Lubero (en plus du Nord de Bwito et Ikobo) et focalisera désormais sur le retour et la réinsertion des ex combattants de Mubambiro et Kasando tout en préparant la sortie/exit du projet.

Globalement et comparativement à l'année 2022, de progrès majeurs ont été accomplis et une amélioration significative des indicateurs de perception est observée à tous les niveaux ;

Au chapitre du **dialogue démocratique et de la cohésion sociale**, dans les zones couvertes par le projet, davantage les personnes se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes (aller au champ, au travail, recherche de l'eau, du bois de chauffe) soit 39% de participants aux enquêtes¹ (36% de femmes et 43% d'hommes) contre 27% en décembre 2022. Dans cette même perspective, 40% de personnes (contre 26% en décembre 2022) se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique. *Ce sentiment varie significativement d'un territoire à l'autre et est plutôt plus ressenti à Walikale/Ikobo (56% de la population) qu'à Lubero (seulement 25% de la population) et Rutshuru/Nord de Bwito (49% de la population).* 36% de populations ciblées (contre 13% en 2022) sont plus optimiste que leur village sera plus paisible d'ici un an et 45% de ces populations (contre 41% en 2022) pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes les plus importants de leurs zones.

La grande table ronde sur la paix et la stabilité organisée en juillet 2023 et la feuille de route qui en est ressorti renferme le consensus de communautés sur les facteurs moteurs de l'instabilité de la zone et offre de propositions de solutions de paix. De ceci, une série de plaidoyer sur les problématiques clés de la zone du projet a été amorcée à Goma et à Kinshasa.

Quant au pilier **Retour, Réintégration et Relèvement économique**, la perception des communautés vis-à-vis des anciens combattants réintégrés a positivement évoluée ces deux dernières années (47% contre 34% en décembre 2022). En effet le projet a continué à appuyer la réinsertion de 282 ex combattants (aux cotés de 870 autres membres de communautés) à travers les travaux communautaires par l'approche HIMO (192 ex-combattants) et l'apprentissage de métiers (90 ex combattants inscrits aux formations professionnelles). De services de soutien psychosociaux ont été mis en place et 44% de membres de la communauté connaissent ces services et déclarent pouvoir y accéder. 256 personnes (dont 94 femmes) ont eu ainsi accès aux soins psychologiques individuels et collectifs (thérapie de groupes).

Pour le volet **Femmes Paix et Sécurité**, le pourcentage de femmes et des membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de la consolidation de la paix a baissé de 6% (soit 48% en 2023 contre 54% en 2022). Ce changement de perception est lié à la recrudescence de l'insécurité liée à l'activisme des M23 aux alentours de la zone du projet, laquelle a noté un nombre important des femmes dont les droits ont été mis en cause (taux élevé des violences, privation des droits d'accès aux femmes, ect...).

L'appui matériel et en renforcement de capacités de structures communautaires mises en places (CPDGs, CCRCCs, Comités 1325, ...), la flexibilité (ajustement budgétaire) et le management adaptatif (révision du projet) et la coopération avec le gouvernement (P-DDRCS et les autorités provinciales et locales) et la

¹ Collecte de données réalisées en mai et décembre 2023 et touchant 1475 personnes dont 958 femmes et 517 hommes. Les enquêtes ont touchées les groupements de Tama, Itala, Utwe, Musindi à Lubero ; groupements de Kanyabayonga et Mutanda à Rutshuru et le groupement d'Ikobo à Walikale.

coordination des actions avec différentes parties prenantes (SSU ; DDR/Monusco ; OIM) sont autant de facteurs qui expliquent l'avancement du projet.

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier

Budget total : **2499786** USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : **1241112**USD

Fonds cumulées reçus : **2029023** USD (81,2% du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : **1202327,49**USD

Fonds consommés cumulés : **1978064,72** USD (79,12 % du budget total)

En bonne voie : OUI,

2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif Spécifique 1 : Les populations et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, **mettent en œuvre des solutions** consensuelles, concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et dilemmes sécuritaires

Résultat 1.1 : *Les populations (leaders communautaires, hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité et ils s'engagent à y trouver des solutions communes de paix communautaires.*

Produit 1.1.1 : Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mises en place lorsqu'ils font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.

Le projet a essentiellement travaillé pour assurer l'opérationnalité de structures communautaires mises en place depuis l'an passé. Ainsi les 8 CPDG et 4 CCRCC ont bénéficié d'appui en AGR² pour leur fonctionnement de manière durable. A ceci s'ajoutent les formations que les CPDG ont suivi sur des thématiques de Paix.

De même des séances d'analyse du contexte et de sécurité ont été organisé avec les animateurs des CPDG et autres leaders communautaires dans le but de mettre à jour la compréhension des dynamiques des conflits dans leurs entités respectives. Pendant ce temps, 28 conflits (fonciers, coutumiers et des limites des entités) ont été identifiés et résolus sans violence.

Produit 1.1.2 : Produit 1.2 : Des efforts dans la consolidation de la paix précédemment fournis sont identifiés, évalués et capitalisés.

Le processus de dialogue entamé depuis 2022 a permis la re-visitation des 4 accords existants dans la zone du projet (en relevant les défis persistants) et la mise en place/actualisation de 5 plans communautaires de paix. En 2023, ces plans produits au niveau local ont été discutés et enrichis à Kinshasa (lors de la muni table ronde de mai 2023) et à Goma (lors de la table ronde de juillet 2023) et débouché sur une feuille de route pour la paix et la stabilité de Sud Lubero, Nord-Bwito et Ikobo.

Par ailleurs, les communautés à tous les niveaux se sont appropriés la feuille de route à travers les séances de vulgarisation de cette dernière organisée à Lubero, Rutshuru, Walikale et Kinshasa.

Produit 1.1.3 : Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle

Les structures de plaidoyer au niveau provincial et national ont joué le rôle central dans la mobilisation des acteurs clés (députés nationaux et provinciaux, ministres, anciens gouverneurs et autres notables) pour la table ronde de Kinshasa et Goma et dans la vulgarisation de la feuille de route. Pour des plaidoyers au niveau national, le GPPN-K a appuyé l'action auprès du ministère de l'intérieur et en assure le suivi pour la résolution du conflit des limites entre le territoire de Lubero et Rutshuru à Munzoa.

² Ces AGR ont concerné la remise des machines et des imprimantes pour faciliter l'opérationnalisation et la durabilité des structures communautaires (CPDG, CCRCC,...) à travers le secrétariat public

L'ancien Gouverneur militaire de province qui avait présidé les travaux de la table ronde à Goma avait fait sienne la feuille de route issue de ce dialogue et intéresse les ministères et services compétentes pour les questions spécifiques. Pendant le dialogue qui a été tenu à Goma, il y a eu la présence de 3 conseillers à la présidence de la république et un ministre honoraire qui ont pris des engagements de faire un plaidoyer au niveau de la présidence pour que la question de désarmement et démobilisation soit prise avec beaucoup d'attention. Plusieurs opinions des participants ont proposé la réforme du P-DDRCS et plus tard dans les mois qui ont suivi, les conseillers à la présidence ont influencé cette réforme pour une bonne marche du P-DDRCS. La présence du conseiller de vice premier ministre et ministre de l'Intérieur a été d'une importance capitale pour traiter des questions à la une sur la gestion de l'électorat dans les entités disputées comme Munzowa. C'est la raison pour laquelle pendant ce cycle électoral il y a eu moins des tensions car la question était pris en charge au ministère.
Produit 1.1.4 : Plan de communication du projet formulé et fonctionnel. La communication autour du projet et sur le changement de comportement des membres de la communauté de la zone du projet a été renforcée à travers une stratégie de communication élaborée de façon participative. Pour ce faire, au cours de l'année 2023, 4 programmes radios animés de 16 émissions radios produites ont été rediffusées 144 fois sur 5 radios locales (Radio Sauti ya Mukulima de Buleusa, Radio Maendeleo de Kaseghe, RCNK de Kibirizi, RRRK de Kanyabayonga, La Colombe de Nyanzale) et sur la Radio provinciale (RTNC Goma). Dans le même cadre des comptes (MUDA WA AMANI) sur les réseaux sociaux sont régulièrement alimentés sur Facebook, WhatsApp, Twitter...
Résultat Spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés qui rejoignent des groupes armés est réduit.
Produit 2.1 : Les conditions socio-économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées. Projet a continué à encadrer les Organisations paysannes et les AVEC mises en place. Neuf Champs Ecoles Paysans (CEP) organisés cette année ont permis d'encadrer 270 personnes parmi les membres de coopératives dont 185 femmes en tenant de l'inclusion sociale (ethnies, genres, lieux de provenances). Dans les AVEC de Nyanzale et Kikuku, 78 membres dont 63 femmes (le Hunde, Nande et Hutu) ont fait le partage des recettes à la fin du cycle sans incident d'un montant de 2325,2\$ épargnés pendant 9 mois. Ce partage a amené chaque membre à bénéficier 29,8\$ (soit 83440 FC). Cette somme bien que minime a permis aux membres de se créer des petits AGR, de payer les études des enfants et de couvrir d'autres besoins importants. Les formations professionnelles dans les trois (03) centres évoluent à bon train, l'on déplore malheureusement la déperdition (abandon lié à la distance) de 7 apprenants dans les trois centres (ce qui ramène le nombre de 206 à 199). Certains anciens combattants qui étaient jadis des antagonistes et faisant partie des ethnies différentes, ont accepté de suivre le stage ensemble et ont formé de groupe d'AGR et travaillent ensemble pour les intérêts communs. L'interconnexion se fait aussi avec les formateurs qui travaillent en symbiose. Certains formateurs quittent Buleusa pour former à Luofu ou Kikuku et vice versa. Les démarches sont en cours auprès du ministère de Formation Professionnelle et Métiers pour la certification des apprenants.
Produit 2.2 : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire (routes, centre multi métier) sont construites ou réhabilitées et utilisées par les communautés en place Le centre d'encadrement de jeunes construit à Miriki a été achevé et remis à la communauté par le représentant du gouverneur militaire. Ce centre pourra commencer avec la promotion qui commence en février 2024. La prochaine promotion de formation qui débutera en début 2024 devra fonctionner dans le nouveau bâtiment facilitant la réintégration des ex combattants de Kasando et Mubambiro. Les travaux sur la route Lusogha – Kimaka – Buleusa long de 28 Km ont également été clôturés depuis aout 2023. Ces travaux ont permis d'encadrer 192 ex combattants aux cotés de 754 autres membres de groupes marginalisés. Somme toute début le début du projet, 1157 personnes (dont 310 sont de femmes) ont été employés sur les 28 kms de route (Cash for Work), parmi ces personnes 272 sont ex-combattants.
Produit 2.3: Les déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et réconciliation) Pour l'assistance psychologique, les résultats ci-après ont été atteint : ✓ 23 APS et facilitateurs des groupe ont été formés sur plusieurs thématiques d'intervention psychosociale (premiers secours psychologiques, généralités sur les problèmes de santé mentale chez les jeunes démobilisés des groupes armés et les jeunes à risque, accueil et confidentialité, la psychoéducation, les notions sur le briefing psychologique, la thérapie des groupes et interpersonnels, les techniques du schéma de la résilience). ✓ 204 participants directs au projet ont bénéficié des 38 séances de thérapies de groupe avec des thèmes bien spécifiques (la gestion de situation et des émotions, les avantages et les inconvénients liés à la consommations des substances psychoactives, le comportement à risque,...). Les thérapies ont été réalisés au bénéfice des apprenants

dans les centres professionnels à Luofu, Buleusa et Kikuku. Ces mêmes apprenants et leurs formateurs (au nombre de 206) ont été sensibilisé sur les compétences à la vie ; les comportements à risque et les notions basiques sur le genre et les Violences Basées sur le Genre. Sur une analyse thérapeutique effectuée au début du projet, les ex combattants et jeunes à risque présentaient des signes d'anxiété, de désespoir et de baisse d'estime de soi. Après les interventions psychosociales du projet, les 100% de 206 apprenants ont témoigné d'une situation de résilience et ont été bien réintégré au sein de leurs communautés respectives. ✓ Parmi les apprenants, 184 participants au projet dont 82 hommes et 102 femmes ont bénéficié des kits de dignité et hygiénique (à Kikuku ; Buleusa et Luofu) ✓ Les séances de thérapie individuelle ont été conduites en faveur des participants au projet présentant des problèmes psychologiques spécifique (91 cas au total ont été soignés et sont rétablis à ce jour).
Produit 2.4: Les activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés sont organisées Une campagne intense de sensibilisation sur le vivre ensemble a été déployée dans toute la zone du projet. Des concours sur les Résolutions 1325 (FPS), 2250 (JPS), des promos interscolaires et autres productions autour du vivre ensemble et la promotion des droits des femmes ont été produites sous formes des musiques et danses traditionnelles interculturelles, des sketches, théâtres éducatifs... les griots traditionnels ont été aussi mis en contribution pour véhiculer les messages de paix. Les jeunes ont été appelés à partager leurs expériences réussies sur les vivre ensemble lors de ces différentes productions qui impliquaient une forte mobilisation au sein de chaque groupement de la zone du projet.
Produit 2.5 : Les droits d'exploitation des terres pour les groupes des bénéficiaires sont garantis. En 2023, le projet a facilité de réunions d'échange et de négociation entre les concessionnaires et les petits exploitants agricoles à l'issue desquelles des accords ont été signés entre les deux parties et portant sur la location en moyen terme de 50 hectares de terres au profit de 8 coopératives agricoles (OP) regroupant les participants au projet dans le Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo. Parallèlement, des séances de vulgarisation des principes fonciers et du code de la famille ont été conduites par les animateurs communautaires et 325 personnes ont ainsi été touchées dans 7 groupements (Mutanda, Kanyabayonga, Musindi, Utwa, Itala, Tama, Ikobo).
Résultat Spécifique 3 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.
Produit 3.1 : Les autorités locales et provinciales sont tenues responsables de la mise en place et la réalisation des politiques et lois qui protègent les droits de femmes Des actions de plaidoyer ont été menées par les comités locaux 1325, sous la supervision du CRONGD. Ces actions ont permis de décrocher 3 circulaires (auprès de chefs de chefferies de Bamate et de Bwito et du chef de groupement de Ikobo) pour renforcer la participation de la femme dans des réunions des sécurités au niveau local.
Produit 3.2 : Les femmes participent effectivement à la prise de décision sur les questions autour de la prévention, la gestion et la transformation des conflits et leurs besoins spécifiques sont pris en compte. Pour ce produit spécifiques, le projet a renforcé les capacités opérationnelles et techniques des 3 comités locaux 1325 et la mise en réseau des femmes médiatrices membres des mécanismes locaux de négociation et de sécurité de Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo. Ces structures renforcées en capacités ont non seulement œuvré pour la résolution des conflits dans les Cellules locales de paix et développement de différents groupements qui constituent la zone du projet mais aussi elles ont constitué des espaces d'échange d'expérience des femmes œuvrant dans les questions de paix et de transformations des conflits.
Produit 3.3: Normes et attitudes communautaires inclusives promues. 10 cercles de dialogues constitués de 10 couples chacun se sont réunis en vue de discuter des pratiques rétrogrades à l'égard de la femme et d'identifier des pratiques positives à promouvoir. Pour ce faire des couples s'engagent à promouvoir partant des leurs familles jusque dans la communauté des pratiques et normes inclusives. Trois foras sécuritaires ont été tenus à Kikuku, à Mambasa et à Buleusa dans l'objectif de promouvoir les droits de la femme et la mise en œuvre de l'agenda 1325.

2.2 Progrès de la mise en œuvre

2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget

Objectif Spécifique 1 : Les populations (leaders communautaires, hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité et ils s'engagent à y trouver des solutions communes de paix communautaires.

Produit 1.1.1 : Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mises en place lorsqu'ils font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Des processus de médiations des conflits piloté par les médiatrices dans les CPDG de Musindi et Itala ont abouti à des compromis. Ce modèle a été capitalisé pour duplication dans les autres CPDG. Ceci facilite actuellement aux femmes d'assurer la responsabilité de conduite de médiation et résolution des conflits autant que leur pair masculin. Du point de vue quantitatif, les activités organisées en faveurs des structures en cette période ont connu la participation 46/121 soit 38% de femmes. En outre, 7/8 des AGR mise en place en faveur des CPDG pour la consolidation/pérennisation des acquis du projet, sont gérées par la femme en leur qualité de présidente du comité de gestion.
Produit 1.2 : Des efforts dans la consolidation de la paix précédemment fournis sont identifiés, évalués et capitalisés.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La mobilisation des acteurs politique à Kinshasa a été assuré par la présidente du GPPN-K. Pendant les travaux proprement dit, la modération de la table-ronde a également été assuré par une femme assistée d'un homme. En effet, il est à reconnaître que malgré les efforts du projet à impliquer la femme dans le processus de négociation de la paix, la présence des femmes demeurent faible autour des tables de négociations. Ceci fut le cas lors de la table ronde de Goma où les femmes étaient très peu représentées suite à l'insécurité sur les axes/itinéraires pour atteindre Goma. Trop peu des femmes occupent des positions officielles de représentation, ceci demeure un défi pour leur mobilisation aux tables de négociations. Ce sont les hommes qui répondent quasi toujours aux invitations envoyées aux institutions.
Produit 1.3 : Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Bien que très peu représentées dans les négociations de paix, les femmes ont joué le rôle central lors de tables rondes tant au niveau de Goma que de Kinshasa. La modération de tables rondes a été assurée par une femme et secondée par un professeur d'université (et sans complexe). Les femmes participantes au dialogue, non seulement qu'elles ont exprimé leurs opinions, elles ont modéré de travaux de carrefours et présentés les travaux de leurs espaces géographiques ou ethniques.
Produit 1.4 : Plan de communication du projet formulé et fonctionnel.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée Dans le but de la promotion de droits de la femme, 1 programme radio été animé sur 6 radios communautaires partenaires du projet. En effet, ce gramme radio sur la promotion des droits de la femme a été animé sur les chaines de radios par les femmes et les hommes formés par le projet en technique de communication. La femme n'a pas été considérée uniquement comme auditrice des émissions ou lectrice sur les différentes pages mais elle a été surtout au centre de la collecte des vox pop, du montage des émissions, de la production, de la diffusion et de l'évaluation des réactions des auditeurs/lecteurs..
Objectif Spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit.
Produit 2.1 : Les conditions socio-économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
Les formations qui avaient commencé avec retard seront clôturées le mois de janvier 2024.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les organisations paysannes et AVEC mises en place demeurent de structures qui intègrent le mieux les femmes. Au sein des OP les femmes participent à 70% (soit 839/1203 participants) pendant que pour les

AVEC et les centres de formation leur participation est respectivement de 80 % et 46% (soit 95/206 participants). Au sein des comités de gestion des OP et CEP, les femmes sont présentées à 44%.
Produit 2.2 : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire (routes, centre multi métier) sont construites ou réhabilitées et utilisées par les communautés en place
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Ce produit a enregistré la contre-performance en matière d'égalités homme – femme. Seulement 230 femmes sur 946 personnes ont pris part aux travaux communautaires cette année soit 24% de participation.
Produit 2.3 : Les déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et réconciliation).
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Pendant la conduite des activités psychosociales, une attention particulière a été accordée aux besoins spécifiques de femmes (y compris lors de l'octroi de kits hygiéniques et de kits de dignité).
Produit 2.4 : Les activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés sont organisées
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les activités conviviales (autre les concours scolaires sur l'éducation à la paix) ont été inscrites aux célébrations des 16 jours d'activisme où les femmes ont pu s'exprimer et débattre les questions spécifiques liées à leurs droits. Il y a eu également la vulgarisation de l'agenda 1325 du CSNU et du PAN1325 en faveur des femmes pour qu'elles connaissent leurs droits et vers qui s'adresser pour toutes les questions relatives aux violations de ceux-ci.
Produit 2.5: Les droits d'exploitation des terres pour les groupes des bénéficiaires sont garantis.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les organisations paysannes (Coopératives Agricoles) bénéficiaires de 50 ha des terres louées sont constituées 1203 personnes parmi lesquelles 839 femmes soit 70% des femmes. Sur les 325 personnes sensibilisées et ayant reçu des livrets résumant en swahili les principes clés de la loi foncière et du code de la famille soit 188 sont des femmes soit 58%.
Résultat Spécifique 3 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.
Produit 3.1 : Les autorités locales et provinciales sont tenues responsables de la mise en place et la réalisation des politiques et lois qui protègent les droits de femmes.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les circulaires disséminés auprès de cadres de base vont sensiblement améliorer la participation de femmes dans les réunions de sécurité au niveau local et autres cadres de gouvernance locale.
Produit 3.2 : Les femmes participent effectivement à la prise de décision sur les questions autour de la prévention, la gestion et la transformation des conflits et leurs besoins spécifiques sont pris en compte.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les comités locaux 1325 renforcés en capacités pour la mise en œuvre du PAN1325 au niveau local sont un atout supplémentaire pour la prévention de violences, la promotion et la protection de droits de femmes. Le réseau de femmes médiatrices (constitué à 100% par les femmes) est un espace sûr pour les femmes en vue du renforcement mutuel et de partage d'expérience.
Produit 3.3 : Normes et attitudes communautaires inclusives promues.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Ce produit vise particulièrement à engager les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. L'approche étant orientée vers les sessions de dialogue des couples, les hommes et les femmes vivant en couple ont participé à ces activités selon une proportion égale (50 hommes et 50 femmes)

2.3 Défis et mesures de mitigation

2.3.1 Défis principaux rencontrés

Les principaux défis sont :

- ✓ Dilemme sécuritaire : les affrontements entre les FARDC, Wazalendo contre les M23 se sont intensifiés rendant tout mouvement (transport terrestre) quasi impossible entre Goma et la zone et la zone du projet (Nord de Rutshuru, Lubero et Ikobo). Les mesures pour contourner ce défi a eu de conséquences non négligeables sur le budget du projet.
- ✓ Emergence de nouveaux GA et défis de désengagement de ces derniers par rapport au contexte actuel (une certaine méfiance de groupes armés à l'égard du P-DDRCS et un enthousiasme pour la Reserve Armée de la Défense).
- ✓ Demande en formation et de réintégration des nouveaux ex-combattants et autres membres de la communauté plus importante (alors que les moyens demeurent limités) : Mubambiro, Kasando, ...
- ✓ Une demande de la réhabilitation du pont LUHOLU sur la route Lusogha – Kimaka – Buleusa par la société civile alors que les moyens sont limités a donné l'impression que les travaux n'ont pas été complètement achevés.
- ✓ En dehors des engagements du projet sur la réintégration des ex combattants et jeunes à risque (construction des centres de formation, organisation des formations professionnelles,...), celui-ci a créé des nouveaux besoins pour lesquels le projet n'a pas eu des moyens pour les couvrir (par exemple la construction de Homes des apprenants éloignés, d'une clôture et d'une crèche au Centre de Formation Professionnelle de Miriki (CFOP – Muda Wa Amani), etc....
- ✓ Faible mobilité des animateurs de terrains à la suite du manque des outils de transport (motos) leur permettant d'assurer correctement un accompagnement technique des structures/CPDG géographiquement éloignées ;
- ✓ La prolifération de discours de haine tribale qui ont pris de l'ampleur, empêche la participation de certains acteurs à certaines activités dans les zones jugées très sensibles. Ces discours ont été aggravés par la campagne électorale de novembre – décembre 2023.

2.3.2 Défis et mesures de mitigation

Défis	Mesures de mitigation
Dilemme sécuritaire : les affrontements entre les FARDC, Wazalendo contre les M23 se sont intensifiés rendant tout mouvement (transport terrestre) quasi impossible entre Goma et la zone et la zone du projet (Nord de Rutshuru, Lubero et Ikobo). Les mesures pour contourner ce défi a eu de conséquences non négligeables sur le budget du projet.	Route Goma-Gisenyi-Chanika-Ouganda-Kasindi accessible pour l'accès à la zone du projet. Opérationnalité des agences aérienne de voyage Goma-Beni qui facilitent l'accès sécurisé à la zone du projet à partir Beni ; Révision du projet, avec de mesures adaptatives et qui ont également permis l'ajustement de certaines lignes budgétaires du projet.
Demande en formation et de réintégration des nouveaux ex-combattants et autres membres de la communauté plus importante (alors que les moyens demeurent limités) : Mubambiro, Kasando, ...	La révision du projet adoptée permettra de prendre en compte la réinsertion de 225 nouveaux ex combattants (de Kasando, Mubambiro et Beni) aux cotés environ 350 autres membres de la communauté
La prolifération de discours de haine tribale qui ont pris de l'ampleur, empêche la participation de certains	Un comité local de pilotage composé des filles et fils originaires et non originaires de la zone a été mis en place en vue de réduire les intoxications qui peuvent alimenter les conflits. Les

acteurs à certaines activités dans les zones jugées très sensibles. Ces discours ont été aggravés par la campagne électorale de novembre – décembre 2023.	animateurs des structures communautaires ont accentué la sensibilisation contre les discours de haine ethnique auprès des jeunes, femmes et hommes dans les villages.
---	---

2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

Certaines activités qui n'étaient pas encore conduites et jugées moins pertinentes au regard de l'évolution du contexte ont été supprimées/annulées (ces activités sont ainsi clôturées à l'issue du processus de révision du projet MWA) au profit de problématiques émergentes et jugées prioritaires par les parties prenantes dont le P-DDRCS. Il s'agit principalement du retour des ex-combattants dans leurs villages respectifs et l'appui aux travaux communautaires qui facilitent leur réinsertion/réintégration réussie.

Alors que certaines des activités jugées prioritaires ont commencé, l'on craint que le transfert de rendus de Mubambiro, de Goma vers Beni avec l'appui du DDR/Monusco ne prenne plus de temps alors que le projet est entrain d'entrer dans sa phase d'exit. Nous continuons donc à apporter notre soutien et le plus rapidement possible pour que ces opérations aient lieu dans le meilleur délai.

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte

La crise de M23 a occasionné plusieurs initiatives régionales qui ont été entamées dont les pourparlers de Nairobi et le muni sommet de Luanda pour la cessation des hostilités et du retrait immédiat du M23 des localités congolaises occupées. Malgré la volonté des acteurs, ces initiatives n'ont pas abouti. Les forces de l'EAC (East African Community) déployées à peine une année en RDC se sont retirées à partir du 8 décembre 2023.

Cette guerre a réveillé l'esprit dit « **patriotisme** » avec le phénomène Wazalendo où les groupes armés locaux opposés aux idéologies du M23 ont été légitimés par le gouvernement et classés dans l'armée réserviste du pays. La légitimation de ces groupes armés locaux a occasionné la montée de la violation des droits humains depuis ces derniers six mois.

La ville de Goma sous état de siège depuis mai 2021 à nos jours est restée sous la menace permanente du M23. La levée définitive de l'état de siège annoncé dans la province du Nord-Kivu et celle de l'Ituri en proie aux violences des groupes armés n'est pas encore effectif. Ce dispositif transitoire prévoit le rétablissement de l'autorité civile dans les entités territoriales décentralisées et déconcentrées qui sont déjà sécurisées et sous contrôle des Forces armées de la RDC. En dehors de zones de combats entre les FARDC – Wazalendo contre les rebelles du M23 (Masisi et Rutshuru), le reste de la province est plutôt calme. L'on note un faible activisme de groupes armés à Lubero, Beni et Walikale.

Entre autres conséquences de cette crise qui a resurgi depuis bientôt deux ans (depuis la prise de Bunagana par le M23, le 13 juin 2022)³, la RDC est confrontée à l'une des plus importantes crises humanitaires et de déplacement interne dans le monde⁴ avec environ 7 millions de déplacés et dont 81% (soit 5,6 millions) se trouve au Nord-Kivu ; l'économie de la ville et de la province en général est fortement affectée : de bassins de production agricole et la majorité des voies de ravitaillement sont inaccessibles. Au niveau national, le franc congolais se déprécie davantage face au dollar américain (1 USD se change à ce jour à 2700 CDF).

Dans les zones du projet Muda Wa Amani, s'il y a eu apparition de nouveaux groupes armés (comme le Yira Force à Lubero), et on a enregistré plusieurs cas d'incidents sur les civils (les humanitaires ont été particulièrement concernés). Les activités planifiées sont conduites régulièrement même si les voies (terrestres) pour atteindre la zone du projet à partir de Goma sont quasi inaccessibles. Pour cette raison et à titre illustratif, la table ronde qui devrait se tenir à Kanyabayonga avait été organisée à Goma en juillet 2023.

3.1.2 Engagement politique

Les activités d'Engagement politiques ont été intenses cette année 2023. La muni table ronde de Kinshasa et le dialogue pour la paix et la stabilisation au sud Lubero, Nord de Bwito et Ikobo ont mobilisé les acteurs politiques majeurs et influents sur la crise dans la zone du projet.

Les membres de la présidence, de la primature, de ministères sectoriels de la défense et des affaires intérieures ont été mobilisés aux côtés de fils et filles de la province du Nord-Kivu (y compris un ancien gouverneur, des ministres honoraires et ministres en fonction, de députés nationaux et provinciaux, de leaders de la société civile, les représentants de groupes ethniques et autres leaders influents de la cible) ont dans une atmosphère de convivialité (mais parfois tendue) discuté de causes motrices de l'instabilité de la zone et identifiés les pistes de solutions pour la paix et la stabilité au Nord-Kivu.

Le conflit de Munzoa entre les limites de territoires de Lubero et Walikale, la concurrence de compétences entre la commune de Kanyabayonga et la chefferie de Bwito et la question de déplacés de Nyongera (venus de sud Lubero vers Rutshuru) étaient entre autres questions qui ont alimenté les échanges lors de ces

³ <https://www.radiookapi.net/2022/06/14/actualite/securite/prise-de-bunagana-par-le-m23-lhistoire-se-repete-10-ans-apres>.

⁴ OIM ; COMMUNIQUÉ GLOBAL ; Près de 7 millions de personnes déplacées en RDC : un record, 30 octobre 2023

dialogues. La feuille de route consensuelle issue de la table ronde de Goma est un espoir et signe bonne foi des acteurs en faveur de la paix et de la stabilisation.

L'on se réjouit de l'attention du Gouverneur militaire accordée au projet Muda Wa Amani et de l'appui qu'il ne cesse d'apporter au projet pour l'atteinte de résultats escomptés. Du lancement du projet (au musée, gouvernorat) à la remise des infrastructures (à Miriki et Lusogha), il a été présent (tantôt représenté) en jouant parfois de rôles de premier plan (convocation de la table ronde de Goma en juillet 2023).

Les autorités au niveau local adhèrent au P-DDRCS et soutiennent davantage les projets de stabilisation et de réinsertion des ex combattants dans leurs zones respectives.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
Un bon mécanisme de coordination entre les partenaires HEKS/EPER, OIM, DDR/MONUSCO, SSU sur la réintégration des ex combattants de Kasando, Mangu et Mubambiro. Plusieurs réunions stratégiques organisées à l'intention ont facilité la compréhension sur la complémentarité des acteurs autour de cette action.	Coordination de projets de stabilisation au Nord-Kivu (SSU, DDR/Monusco, P-DDRCS ; HEKS/EPER et OIM).
Le consortium collabore avec une dizaine d'ONGi et OSC congolaises dans la lutte contre le discours de Haine à l'initiative du PNUD et de la GIZ. Une proposition de projet spécifique au Discours de haine a été lancé dans la zone du projet et mise en œuvre par la Benevolenja..	PNUD et GIZ (Projet Propaix II)
La Division du Genre appuie le projet dans la mise en place de comités locaux 1325 (à Alimbongo, Kikuku et Buleusa). Il est également attendu que le comité provincial appuie le projet dans l'organisation des activités conviviales pour la vulgarisation de la RCSNU1325 et de Plans d'Action National 1325.	Divigenre, Comité provincial 1325
Certification des apprentis dans les centres de formation professionnels : Les agents de la Division de l'enseignement professionnel pourront appuyer la mise en place d'un programme de formation, participer au suivi, au jury et certification des apprenants (tes)	Division Provinciale de la Formation Professionnelle et Métiers (FPM).
Accompagnement technique dans la mise en œuvre du projet. Le projet étant inscrit dans la stratégie du plan opérationnel provincial, il collabore avec le P-DDRCS pour un accompagnement nécessaire dans le cadre d'engagement politique.	Consortium Heks-AAP-ASP et le P-DDRCS.
Le projet a engagé une bonne collaboration avec la communauté afin d'aboutir à la mobilisation communautaire à travers l'intercommunautaire pour l'implication des leaders des communautés.	Le Consortium Heks-AAP-ASP et l'intercommunautaire (national et provincial).

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ? NON.
Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reportant, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ? OUI : 1. Former les responsables des antennes du P-DDRCS (Lubero, Rutshuru et Walikale) sur la facilitation de dialogues communautaires (pour le retour des ex-combattants)

2. Former les potentiels gestionnaires de 4 centres de formation professionnelle en gestion de 'un centre professionnel et en Gestion de projets.

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

Tout au long de la mise en œuvre du projet, la stratégie Genre et son plan d'action demeure un référentiel important pour toute décision/action du projet. Ce plan d'action évalué et mis à jour tous les trois mois selon les dynamiques en présence.

Cette année 2023, le projet a accordé une grande attention à l'autonomisation de la femme à travers les formations professionnelles dans les filières de choix de apprenants (coupe et couture, coiffure, mécanique, menuiserie, informatique, pâtisserie et soudure et ajustage). Sur 199 apprenants présents dans les centres, il y a eu 110 femmes soit 55,2% de participations et tous sont en plein stage de professionnalisation avant de recevoir les kits de réinsertion qui va couronner leur formation avant la fin du projet. Le projet a mis en place 9 Champs Ecole paysans et - 185 femmes formées sur les thèmes de la comparaison des biofertilisant, périodes de sarclage et densité de plantation.

De soins psychologiques ont été pourvus et les participantes sensibilisées sur les compétences de vie (y compris le civisme et le respect de droits de femmes). Des kits de dignité et les kits d'hygiène ont été octroyés à 85 hommes et 102 femmes pour répondre à leurs besoins sexo-spécifiques, ils sont tous apprenants dans les trois centres de formations de KIKUKU, BULEUSA et LUOFU.

A travers les comités et secrétariats locaux 1325, il y a eu un changement dans plusieurs ménages grâce aux sensibilisation et l'implication des autorités locales qui donnent la place à la femme dans la recherche de la paix et la sécurité dans leurs entités. Les AGR et autres appuis matériels ont été octroyés aux trois comités pour pérenniser leurs actions même après le projet. De ma façon aussi particulière, une remise officielle des matériels de bureau et des chaises ont été remis au secrétariat provincial 1325 du Nord Kivu par le projet pour renforcer la collaboration et partenariat.

Pendant la mise en œuvre, il y a lieu de constater que malgré les efforts du projet à impliquer la femme dans le processus de négociation de la paix, la présence des femmes demeure faible autour des tables de négociations. En effet, le nombre de femmes occupant les positions officielles demeure assez bas comparé à leurs pairs masculins.

De espaces sûrs et spécifiques pour les femmes sont mis en place (Réseau de femmes médiatrices), de réunions/rencontres entre autorités publiques et les femmes sur les besoins spécifiques de femmes ont été organisés et nos budgets demeurent sensibles au genre, en vue de faciliter/accroître tant soit peu la participation de femmes et filles à toutes les activités du projet.

Au total, pour l'ensemble de participants directs au projet, 5266 personnes ont été atteintes cette année et dont 52% sont de femmes.

3.5 Leçons apprises

La modération des dialogues pour les négociations de la paix est accordée aux femmes grâce aux acquis du projet MUDA WA AMANI : Alors que la culture congolaise ne consacrait pas les droits légitimes à la femme de se tenir début pour modérer des réunions communautaires, le projet MUDA WA AMANI a apporté un changement dans la conception populaire jusqu'à encourager des femmes à modérer des grandes rencontres de paix. L'exemple typique est la récente modération de la table ronde tenue à Goma par une femme dont les résultats ont été appréciés par tous les acteurs. Actuellement, les femmes ayant joué ce rôle de « **médiatrices des conflits** » sont consultées par le gouvernement et les autres acteurs dans des grandes rencontres de paix et dans la réconciliation des communautés au Nord Kivu et ailleurs.

Les dialogues des couples sur les masculinités positives : à Ikobo, Buleusa et Kikuku, les formations qui intègrent la masculinité positive favorisent un plus grand niveau de dialogues dans les couples, ce qui améliore les relations entre elles et les hommes.

Sur le plan de la coordination des actions de la stabilisation, le constant majeur est que le travail a été rendu facile à cause de la circulation des informations entre les partenaires et la complémentarité dans les actions : ceci fait référence à la coordination du retour des ex combattants de Mambangu, Kasando et Mubambiro où les acteurs comme OIM, HEKS-EPER, P-DDRCS, SSU et DDR/MONUSCO échangent pour coordonner l'action.

3.6 Etudes réalisées

1. *Etude d'impact environnemental et social des travaux routiers exécutés sur le tronçon Lusogha – Kimaka – Buleusa (34 kms) dans la province du Nord-Kivu, Lubero, octobre 2023.*

3.7 Révisions de projet

En juin 2023, le SSU avait recommandé que le projet Muda Wa Amani soit révisé aux fins de l'aligner aux priorités du P-DDRCS contenues dans le POP (Plan Opérationnel Prioritaire) ainsi qu'aux priorités qui devraient provenir de la feuille de route à l'issue de la table ronde de juillet 2023. L'atelier de révision du projet organisé en octobre 2023 a permis au consortium d'introduire une demande de révision et qui été approuvée en décembre 2023.

Les activités de révision proposées sont totalement inscrites dans le pilier RRR (Retour, réintégration et Relèvement socioéconomique), **focus particulier sur la réinsertion des ex combattants**, et porteront essentiellement sur la réinsertion d'environ 225 ex combattants (de Mubambiro, Kasando et certains de Mambangu) et plus de 315 autres jeunes à risques à travers :

- ✓ La facilitation du retour des ex combattants (transport),
- ✓ La tenue de dialogues communautaires dans les zones de retour,
- ✓ L'organisation des travaux communautaires légers,
- ✓ La formation professionnelle et
- ✓ Dotations d'AGR collectives pour le démarrage de micro entreprises.

Certaines **activités du projet** jugées pas trop pertinentes au regard du contexte **ont donc été annulées** au profit de priorités ci-haut évoquées.

Des discussions avec OIM, un consensus a été dégagé sur le **principe de référencement d'ex combattants** de Beni vers Lubero (et ceux-ci devront alors être pris en charge par HEKS/EPER) et de Lubero vers Beni (la réinsertion est alors assurée par OIM) et tout ceci avec la facilitation des antennes P-DDRCS Lubero et Beni et sous la coordination de SSU au Grand Nord.

Notons que **la zone du projet a été élargie** à l'ensemble du territoire de Lubero (toutes les 3 chefferies et 1 secteur) et la ville de Butembo en plus du Nord de Bwito (Groupements de Mutanda et Kanyabayonga) et du groupement de Ikobo à Walikale.

3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

Mr PALUKU MASIMANGO, Masculin âgé de 51 ans, de la Notabilité Kapya/Nyanzale, est l'un de grands notables du village Rwahanga, du groupement Mutanda en Chefferie de Bwito, dans le territoire de Rutshuru en Province du Nord Kivu, juste dans la partie Est de la Rdc.

Il témoigne: « Avant ma participation aux dialogues des couples organisés par le Consortium HEKS EPER-AAP-ASP dans le cadre du projet MUDA WA AMANI dans la partie Nord de la chefferie de Bwito, en territoire de Rutshuru, principalement en groupements de Mutanda et Kanyabayonga ; en tant que coutumier, j'étais convaincu que les femmes ne pouvaient pas se rapprocher des hommes surtout en cas des palabres dans les barzas coutumiers, ni se tenir comme conseillères moins encore modératrices des réunions coutumières. Avec les échanges et les discussions menées autour des rôles et responsabilités, la considération, la valorisation, l'intégration et la participation de la femme à la gestion des ménages et ou de la chose publique, j'ai trouvé vrai et utile d'intégrer des femmes leaders dans mon barza coutumier de la notabilité Kapya dans l'agglomération de Nyanzale. Pour le moment, même à mon absence au Barza, ces femmes parviennent à gérer le contentieux sans retombés ni réclamations des parties prenantes aux conflits. Chose étonnante, la plupart des conseils et orientations fournis par ces femmes leaders sont prises en considération en assemblée et ou au sein du Staff Barza ».

Dans la séance tenue au cours de la première semaine de Juin 2023, l'assemblée a opté promouvoir les trois femmes dans leurs Quartiers dont Daphrose AKINGENEYE NYIRABAGANDE, 55ans et Antoinette SARA NTAHOBARI, 43ans ont été élus au titre de NYUMBA KUMI (Responsable de 10 ménages) tandis que Madame Germanie MAPENDO BIHEMU, 54ans a été élu CAPITA (Responsable de 50 ménages), ainsi les femmes commencent à être responsabilisée avec des fonctions importantes au sein de leurs communautés.

Depuis le début Juin 2023, Cinq conflits ont été résolus au sein des Barzas de ces femmes dont un conflit économique lié au remboursement de la dette résolu par Mme Antoinette SARA NTAHOBARI, deux conflits fonciers et un conflit familial résolu par le staff sous la responsabilité de Mme Daphrose

AKINGENEYE NYIRABAGANDE et un autre conflit foncier lié au partage d'héritage résolu par le cadre sous la responsabilité de Mme Germanie MAPENDO BIHEMU.

Ainsi, ce chef coutumier remercie le projet Muda wa Amani, d'avoir initié les séances de renforcement des capacités sur les droits des femmes et d'autres actions des dialogues des couples sur les masculinités positives.

4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique FCS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?		X		
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?	X			
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?	X			
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?	X			
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?	X			
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?		X		
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL	16			

4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique du FCS

Le rapport est généralement de bonne qualité et contient des informations et des données pertinentes concernant la mise en œuvre. Malgré quelques retards liés à la situation sécuritaire et aux processus de DDR/démobilisation, ce rapport montre que le projet est en bonne voie avec son plan de travail et ses dépenses. Nous aurions aimé voir un peu plus de narration discutant de l'impact des activités et de l'utilisation attendue de produits importants dans le projet, comme le plan d'action Dialogue et le centre Miriki. Il serait utile d'avoir une analyse plus claire de la manière dont la budgétisation sensible au genre a été gérée, mais les rapports sur le genre dans le récit sont solides. La révision permettra au projet de s'aligner davantage sur l'approche P-DDRCS et d'inclure davantage d'ex-combattants parmi les bénéficiaires.

Partie 5 - **ANNEXES**

- **Budget actualisé** (Suivi budgétaire)
- **Plan de travail actualisé**
- **Cadre logique actualisé** (merci de faire référer au modèle ci-dessous)

Projet: MUDA WA AMANI

Période de mise en œuvre: du 1er juin 2022 au 30 mai 2024

Responsable du projet: Fidèle MUHANGA

PLAN DE SUIVI ET EVALUATION

Type d'indicateur	Indicateurs	Definition de l'indicateur	Cible	Réalisation	Methode de collecte	Sources de donnée et MV	Fréquence	Responsable de la collecte des données
Indicateur du projet (Bureau)	% des solutions communautaires consensuelles mises en œuvre par les groupes cibles pour la consolidation de la paix et le développement.	Numérateur: Nbre de es solutions communautaires consensuelles mises en œuvre par les groupes Dénominateur: Nbre de es solutions communautaires consensuelles prises à l'issu de dialogue entre différents groupe cibles pour la consolidation de la paix et le développement.	66%	40%	Interview	Baseline, Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur Standard (Interview)	IR1.2 : % des personnes qui pensent que le projet de consolidation de la paix a adressé les problèmes importants de leur zone	cet indicateur apprecie les actions du projet ISSSS dans les communautés d'intervention. Mode de calcul: Numérateur: Nbre de participants ayant répondu Extremement et beaucoup à la question liée à cet indcateur. Dénominateur: Nbre de personnes participant au sondage.	55%	36%	Interview	Baseline ; Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur Standard (Interview)	IR5.1 % des femmes et des membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mise en œuvre dans le cadre du processus de consolidation de la paix.	La pertinence de cet indicateur est de faire en sorte que le points de vue de la femme et de groupes marginalisés soient pris en compte dans la vie communautaire. Mode de calcul de l'indicateur: Numérateur: Nbre de femme et de membre de groupes marginalisés qui estiment que leur point de vue sont pris en compte dans le reunions communautaires . Dénominateur: Nbre de femmes ayant participé à l'enquete	60%	22%	Interview	Baseline ; Base de données.	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP

Indicateur du projet (Bureau) (HKI 1.4)	# d'initiatives visant l'égalité et la non-violence menées par des participants aux programmes d'éducation de l'HEKS/EPER en matière de droits et de transformation des conflits (TC) sur leur propre initiative	La diapraxis, par opposition au dialogue, suppose une coopération concrète et pratique au lieu des échanges limités que propose la conversation verbale. Ce concept décrit les actions visant à développer l'appréciation mutuelle entre individus d'origines différentes visant la promotion de la coexistence pacifique. La diapraxis ne consiste pas seulement en des échanges verbaux, elle entend transformer la réalité collective au moyen de dialogues mais surtout d'actions. Plus précisément, un travail pratique / action conjointe signifie l'ensemble du processus sur la planification	150	51	Rapport d'activité (Bureau)	Photos, Fiche d'activités diverses par les participants aux formations, Rapport de l'enquête.	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur Standard (Interview)	IR1.1 : % de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes	Cet indicateur permet de mesurer l'appréciation des bénéficiaires sur la sécurité pendant leurs activités quotidiennes. Mode de calcul: Numérateur: Nbre de personne qui se sentent en sécurité ou très en sécurité durant leurs activités quotidiennes Dénominateur: Nbre total de participant ciblé pour le sondage	30%	34%	Interview	Fiche de calcul de l'Index de chaque structure	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur Standard (Interview)	IR1.2 : % des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur Village devienne plus paisible dans un an.	Cet indicateur chercher à apprécier le niveau de la cohésion sociale et la confiance intercommunautaire. Il fait la projection de la paix des citoyens. Mode de calcul de l'indicateur: Numérateur: Nbre des participants de s'attendaient à ce que le village deviennent plus paisible. Dénominateur: Total des participant au sondage ayant répondu valablement à cette question.	40%	31%	Interview	Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur standard	1a.1 : Nombre de structures avec le score d'efficacité/durabilité amélioré.	On va se référer à l'index d'efficacité et de durabilité de la structure communautaire. Mode de calcul: Le score d'efficacité et de durabilité renvoie à la somme de l'index obtenu par les structures en ce qui est de sa fonctionnalité, son inclusivité et sa durabilité.	12	12	Interview	Fiche de calcul de l'Index de chaque structure	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur standard	1a.2 : % des structures accompagnées qui ont atteint le seuil d'efficacité / durabilité	Ceci nous permet de savoir si la structure aspire à son efficacité et à sa durabilité pour s'assurer de sa pérennisation en vue d'éviter le sevrage précoce de la structure. Mode de calcul: Numérateur: Nbre de structures qui ont été diagnostiquées sur base de l'index d'Efficacité/Durabilité et dont le score est global de l'index de Durabilité -efficacité est d'au moins 7/13	65%	98%	Interview	Fiche de calcul de l'Index de chaque structure	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP

		Dénominateur: Nbre de structures diagnostiquées sur base de l'index Efficacité-Durabilité.						
Indicateur du projet (Bureau) (HKI 1.12)	# de personnes touchées par les initiatives de partage des connaissances et de renforcement des capacités, ventilé par sexe, groupe d'identité et type de formation (les techniques d'analyses du contexte, des gestion et transformations des conflits, la sensibilité au conflit, le genre, les principes clés de la loi foncière et la nationalité).	Les événements éducatifs englobent les éléments suivants : • Ateliers, réunions et formations financés et/ou organisés par l'HEKS/EPER sur la RC, l'HRBA (approche fondée sur les droits de l'homme) ou la promotion de la paix et du leadership. • Les participants sont des détenteurs d'obligations, des détenteurs de droits, des organisations partenaires mettant en œuvre des projets, des représentants des autres ONG, des OSC, des réseaux, etc. Le personnel de l'HEKS/EPER n'en fait pas partie.	280	205	Rapport d'activité (Bureau)	Rapports des formations, listes des participants, photos géo localisées,	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1b.1.Nombre des plans d'actions communautaires/des documents formalisés entre parties prenantes au processus qui sont formalisés.	Cet indicateur permet de savoir si si le plan d'action au sein du projet ISSSS sont formalisés grace à une signature d'accord de leurs plans / documents d'attente consensuelle en vue de la matérialisation des engagements des uns et des autres. Ces documents sont signés par les représentants de la communauté et contre signés par autorité locales, territoriales, provinciales pour consider qu'il est approuvé.	7	7	Rapport d'activité (Bureau)	Copie du plan d'actions communautaire signé/ copie de la Feuille de route signée/tout autre document d'accord signé entre parties prenantes,	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1b.2 : % des plans d'action/documents formalisés entre parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes.	Cette variable est importante pour s'assurer que les besoins de femmes soient pris en compte dans toutes les actions de ISSSS et surtout dans les documents formalisés. Les femmes contribuent à la consolidation de la paix. Mode de calcul: Numérateur: Nbre de de plans d'action/ Documents formalisés entre parties préantes qui répondent aux besoins spécifiques de femmes Dénominateur: Nbre de plans/ Documents formalisés entre parties préantes au processus.	75%		Rapport d'activité (Bureau)	Rapport ad hoc d'analyse et évaluation sur la prise en compte des besoins spécifiques de la femme dans le plan/ document d'attente	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP

Indicateur standard (Bureau)	1b.3 : % des solutions proposées dans les plans d'action communautaires qui sont mises en œuvre	Il est important que dans chaque plan/ document formalisé, les solutions prioritaires identifiées, proposées et retenues par les parties prenantes soient mises en œuvre pour contribuer à la stabilisation d'une zone prioritaire. Mode de calcul: Numérateur : Nombre de solutions prioritaires qui sont proposées dans les plans/ document formalisé et qui sont mises en œuvre dans le temps imparti pour la stabilisation de la zone. Dénominateur : Nombre de solutions prioritaires qui sont proposées dans les plans d'actions communautaires/ document formalisé entre parties prenantes Le quotient de cette opération sera pondéré par 10	80%		Rapport d'activité (Bureau)	Rapport ad hoc d'analyse,	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1c.1 : Nombre de résolutions proposées au gouvernement approuvées et mises en application.	Cet indicateur est très pertinent pour mesurer la redevabilité des uns envers les autres ainsi que la qualité du plaidoyer des structures communautaires auprès des autorités. les autorités devraient contribuer à la dynamique d'engagement politique essentielle pour une stabilisation effective. Mode de calcul: Numérateur : Nombre de des résolutions proposées au gouvernement qui sont approuvées et mises en application Dénominateur : Nombre des résolutions proposées au gouvernement qui sont approuvées par celui-ci	30	1	Rapport d'activité (Bureau)	Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1c.2. Nombres de résolutions spécifiques aux femmes proposée au gouvernement approuvées et mises en application.	Cet indicateur est pertinent pour apprécier la mise en œuvre des engagements des autorités (gouvernement et administration locale) par rapport aux besoins spécifiques des femmes à l'Est de la RDC. Mode de calcul: Numérateur : Nombre de résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement qui sont approuvées et mises en application Dénominateur : Nombre de résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement qui sont approuvées par celui-ci	10		Rapport d'activité (Bureau)	Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1c. 3 Nombre de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les IP.	Sans plaidoyers au niveau supérieur, il est difficile de trouver des solutions au niveau local. En effet, plusieurs dossiers problématiques au niveau des communautés ont comme acteurs primaires des personnalités haut placées.	6	1	Rapport d'activité (Bureau)	Note de plaidoyer avec accusé de réception au destinataire	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP

Indicateur standard (Bureau)	1d.1 : Nombre de programmes radio (émissions) liées aux thématiques de prévention, résolution, gestion de conflit, la cohabitation pacifique	Le programme radio est un ensemble des émissions ayant une thématique bien définie et passant dans une tranche d'heures bien fixe. Pour être considérée comme programme radio pertinent, il faut que la thématique soit liée à la prévention, la résolution, la transformation, la gestion de conflit, la cohabitation pacifique ou une communication sur le plan d'actions communautaires	6	5	Rapport d'activité (Bureau)	Les conducteurs d'émission, Les enregistrements sur C.D de différentes émissions.	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1d.2 : Nombre des journalistes communautaires formés sur la sensibilité au conflit.	Ce sont des professionnels de médias bien connus et œuvrant sur certaines radios ou journaux. Ils seront comptabilisés si et seulement s'ils ont suivi tous les modules de sensibilité aux conflits dans le média pour jouer un rôle positif dans la construction de la paix	20	20	Rapport d'activité (Bureau)	Module de formation Listes de présences à la formation Rapport de la formation.	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1d.4 Nombre des programmes radio liés à la thématique sur les droits de la femme.	Le programme radio est un ensemble d'émissions ayant une thématique bien définie et passant dans une tranche d'heures bien fixe. Pour être considérée comme programme radio, il faut que la thématique soit liée à la thématique sur le droit de la femme. La radio concernée doit aussi couvrir exactement la zone prioritaire.	3	2	Rapport d'activité (Bureau)	Fil conducteur, Enregistrements CD de différentes émissions.	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Interview)	IR1.4 : % des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique	Plus les gens d'une ethnique donnée se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des gens d'un autre groupe ethnique, plus ils se font confiance et plus la cohésion sociale augmente. Mode de calcul: Numérateur : Nombre des bénéficiaires qui se sentent en sécurité/ très sécurité Dénominateur : Nombre des bénéficiaires qui ont participé au sondage et qui ont valablement répondu à la question en concerne	50%	37%	Interview	Base des données des enquêtes	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur standard (Interview)	IR4.1 : % d'anciens combattants précédemment retournés dans leur communauté dans le cadre d'une activité de réintégration officielle qui ont quitté leur communauté avant un an	Plusieurs anciens combattants sont réintégrés dans la communauté mais ne font pas longtemps sans disparaître soit pour réintégrer les groupes armés ; soit aussi pour aller ailleurs fuir les tracasseries et indécision dont ils sont victimes dans leur communauté. Mode de calcul: Numérateur : Nombre des anciens combattants qui ont officiellement réintégrés dans leur communauté et qui ont déjà quitté leur communauté (la zone) avant une année Dénominateur : Nombre des anciens combattants officiellement réintégrés dans leur communauté dans les 12 derniers mois	40%		Interview	Base de données, rapport d'activité	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP

Indicateur standard (Interview)	IR4.2 : % de population qui a une perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté	Cet indicateur capture la perception de la population vis-à-vis des anciens combattants. Mode de calcul: Numérateur : Nombre des membres de la communauté déclarant qu'ils sont « Tout à fait d'accord ou D'accord » que les ex combattants réintégrés ne sont pas sources d'insécurité dans leur zone. Dénominateur : Nombre d'adultes (hommes-femmes) ayant participé au sondage et répondu valablement à la question en concerne	50%	47%	Interview	Base de données	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur standard (Interview)	IR4.3 % ménages des bénéficiaires qui ont atteint le seuil de résilience économique	La résilience renvoie à la capacité d'un ménage à faire face à un choc socio-économique donné. Pour son calcul, il est indiqué de s'inspirer de l'index de résilience en annexe de ce guide	30%		Interview	Base de données (voir index de resilience)	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur du projet (Bureau) (HKI 1.6)	# d'actions pratiques communes (diapaxis) visant à surmonter les griefs entre deux ou plusieurs groupes identitaires.	La diapaxis, par opposition au dialogue, suppose une coopération concrète et pratique au lieu des échanges limités que propose la conversation verbale. Ce concept décrit les actions visant à développer l'appréciation mutuelle entre individus d'origines différentes visant la promotion de la coexistence pacifique. La diapaxis ne consiste pas seulement en des échanges verbaux, elle entend transformer la réalité collective au moyen de dialogues mais surtout d'actions. Plus précisément, un travail pratique / action conjointe signifie l'ensemble du processus sur la planification	20	6	Rapport d'activité (Bureau)	Rapports d'activités, Base de données.	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Interview)	4a.1 % ménages des bénéficiaires qui ont amélioré leur score de résilience	Cet indicateur est pertinent car il permet de suivre l'amélioration socio économique des ménages, Le score de résilience économique renvoie à la somme des points obtenus par le ménage sur l'index de résilience	75%		Interview	Base de données.(voir index de resilience)	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur standard (Interview)	4a.2 Nombre de femmes et de membres de groupes marginalisés participant dans des formations de base qui facilitent les moyens de subsistance	Par formations de base qui facilitent les moyens de subsistance nous entendons toute formation professionnelle visant à améliorer l'employabilité ou l'entrepreneuriat chez les bénéficiaires. Cet indicateur mesure le nombre des femmes et des membres de groupes marginalisés ayant suivi tous les principaux modules de la formation de base prédéfinis et visant à faciliter l'accès au moyen de subsistance (emploi et l'entrepreneuriat)	80	61	Interview	Modules de formation Listes des participants et rapport d'activité de formation	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP

Indicateur standard (Interview)	4a.3 : % de bénéficiaires qui ont augmenté d’au moins 20% leur épargne	Par épargne nous sousentendons toute mise de coté en nature ou en liquide réalisée par le bénéficiaire. Cet indicateur prend en compte les bénéficiaires qui ont augmenté d’au moins 20% leur épargne Numérateur : Nombre des bénéficiaires qui ont augmenté d’au moins 20% leur épargne. Dénominateur : Nombre total des bénéficiaires des AGR	65%	23%	Interview	Base de données (voir index de resilience)	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur standard (Interview)	4a.5: % des bénéficiaires (ex combattants, jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacé) qui ont augmenté leur revenu d’au moins 50%	Il s’agit de déterminer parmi les bénéficiaires qui ont reçu une activité génératrice de revenus, le nombre de bénéficiaires qui estiment que leurs revenus ont augmenté d’au moins 50% grâce à l’AGR Numérateur : Nombre des bénéficiaires du projet qui ont reçu un appui en AGR dont les revenus ont augmenté de par les recettes d’au moins 50% Dénominateur : Nombre total des bénéficiaires du projet qui ont reçu une AGR	70%		Interview	Base de données.(voir index de resilience)	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	4b.1 : Nombre d'infrastructures de base réalisées (conçues, approuvées, mises en œuvre et terminées	Sera considéré comme infrastructure de base, toute infrastructure contribuant au renforcement de la cohésion sociale entre les différentes communautés et sélectionnée comme besoin prioritaire par la communauté de la zone par exemple les marchés, ponts, adduction d’eau, centres de santé, routes, centres des jeunes,	2	2	Rapport d'activité (Bureau)	Rapports d’activités et des PVs de remise contresignés par maître d’ouvrage	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	4b.2 : % de postes décisionnels occupés par les femmes dans la gestion des infrastructures créées.	Numérateur : Nombre des postes décisionnels occupés par les femmes dans les comités de gestion des infrastructures de base mise en œuvre (exemple marché). Le poste décisionnel ici c’est : Président/ coordinateur, VicePrésident/ Vice Coordinateur, Secrétaire et 1er conseiller. Dénominateur : Nombre total des postes des comités de gestion des infrastructures de base mises en œuvre pour la cohésion sociale et la connexion intercommunautaire	40%	15%	Rapport d'activité (Bureau)	PV d’élection ou de la constitution du comité, Rapport d’activité et listes des présences.	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	4c.1 : Nombre de services d’appui psycho social fournis	Sera considéré comme service de soutien, toute assistance contribuant à la stabilité et à l’épanouissement physique, mental, social et économique des communautés ou des individus déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes à risque pour la psycho et sociothérapie.	130	83	Rapport d'activité (Bureau)	Rapport d’activités	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Interview)	4c.2 % de membres de la communauté qui sont informés des services de soutien existants et déclarant pouvoir y accéder	Cet indicateur est pertinent pour apprécier le niveau d’information qu’ont les bénéficiaires sur l’existence des services de soutien leur rendus disponibles par le projet, mais aussi leur degré d’accès à ces services en cas de besoin. Mode de calcul: Numérateur : Nombre des membres de la	50%	49%	Interview	Base de donnée	Semestre	Responsable M&E du Consortium, Enqueteur et staffs ASP et AAP

		communauté qui non seulement sont informés de l'existence des services de soutien mais aussi déclarent y avoir aussi accès, en cas de besoin. Dénominateur : Nombre des membres de la communauté qui déclarent être informés de l'existence des services de soutien existants.						
Indicateur standard (Bureau)	4c.3 Nombre de services d'appui spécifique pour les femmes vulnérables fournis.	Nous considérons comme service de soutien, toute assistance contribuant à la stabilité et à l'épanouissement physique, mental, social et économique des femmes déplacées, réfugiées, retournées, anciens combattants ou victimes des différentes atrocités identifiées à travers des séances d'appui psycho-social	60	5	Rapport d'activité (Bureau)	Rapport d'activité.	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	4d.1 : Nombre d'activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale sont organisées.	De manière cumulative, cet indicateur mesure le nombre d'activités conviviales organisées pour renforcer la cohésion sociale dans les communautés d'intervention. Ces activités seront organisées dans les communautés par les différentes structures communautaires supportées et appuyées par le projet.	20	20	Rapport d'activité (Bureau)	Vidéos, photos, rapports,	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	4d.2 : Nombre d'activités conviviales organisées pour l'amélioration de l'intégration des femmes	Cet indicateur mesure le nombre d'activités organisées visant spécifiquement l'amélioration de l'intégration des femmes dans la communauté sur base des besoins spécifiques et des contraintes et défis des femmes dans les communautés. Cet indicateur est cumulatif	10	10	Rapport d'activité (Bureau)	Vidéos, photos, rapports	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur du projet (Bureau) HKI 1.8	# Nombre d'hectares de terre auxquels le nombre d'individus a nouvellement obtenu l'accès (droit d'exploitation) ; ventilé par type et statut d'accès, sexe et groupe d'identité.	Droits d'usufruit : renvoient aux droits d'utiliser les terres pour des cultures, un passage, une pâture, ainsi qu'à l'utilisation de produits naturels et forestiers. Les droits d'usufruit peuvent également inclure des droits de contrôle, c'est-à-dire les droits de prendre une décision quant l'utilisation des terres et l'attribution des bénéfices. • Droits de transfert : renvoient au droit de vendre ou hypothéquer des terres, de transmettre des terres à d'autres, de céder les terres par héritage ainsi que de réattribuer les droits d'usufruit et de contrôle. Les droits de transfert peuvent également inclure des droits de contrôle, c'est-à-dire les droits de prendre une décision quant l'utilisation des terres et l'attribution des bénéfices - par conséquent, les droits de transfert englobent aussi des droits d'usufruit.	50	50	Rapport d'activité (Bureau)	Base de données, accords signés entre exploitants et propriétaires fonciers,	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	3d.1 Nombre de citoyens par catégories de population clés recevant des	L'indicateur renseigne le total des personnes d'une ETD ayant été sensibilisées soit par voix des ondes , soit à travers des journées	600	625	Rapport d'activité (Bureau)	Rapports d'activités et des listes des participants	Trimestre (Mensuel auprès de	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E

	informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière.	portes ouvertes, soit à travers des ateliers de communication sur les droits fonciers.					membre du consortium)	de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur du projet (Bureau) (HKI 1.10)	% de personnes vulnérables faisant état d'une participation effective aux organes de décision ; ventilé par sexe, groupe d'identité et âge	Participation effective : désigne une inclusion ou une implication assortie de la capacité d'influencer, de façonner ou de prendre des décisions, notamment en faveur du groupe visé/groupe cible. À noter qu'ici l'accent est mis sur la prise de décisions et sur les aspects de pouvoir qui y sont associés, pas uniquement sur la participation aux groupes d'une communauté. Organes décisionnels du niveau communautaire : par organes décisionnels, l'on entend des comités et d'autres structures de gouvernance locale qui s'occupent de la gestion de ressources et de services communautaires ainsi que des problèmes et questions d'intérêt et d'importance communautaires partagés :	30%	51%	Rapport d'activité (Bureau)	PV d'élection de comités, liste de membres structures et organes de prise de décision	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	5a.1 : Nombre de fois que les femmes et autres groupes marginalisés ont rencontré les autorités pour leurs problèmes spécifiques.	Il s'agit ici des séances de plaidoyers ou toute autre séance de rencontre organisée par les femmes pour faire connaître les problèmes de paix et de sécurité et promouvoir son autonomisation. Cet indicateur est pertinent pour capturer le rôle joué par les femmes dans le processus de paix dans leur milieu de vie	32	30	Rapport d'activité (Bureau)	Rapport d'activité, Copies des documents de plaidoyers (rencontres) avec accusé de réception	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	2a.5 : Nombre des plaidoyers sur la sécurité ou la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre.	L'indicateur cumule le nombre de problèmes de sécurité spécifiques aux femmes qui ont été identifiés, amenés aux autorités de l'ordre et de sécurité pour trouver solution et qui effectivement ont été résolus par ces autorités	16	9	Rapport d'activité (Bureau)	Rapports Notes de plaidoyers Photos géo localisables	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur standard (Bureau)	1a.6 : % des postes décisionnels occupés par des femmes dans les structures communautaires	Un poste décisionnel est tout poste au sein de la structure pouvant permettre aux femmes aussi d'être écoutées par les décideurs et que son point de vue soit pris en compte. Il s'agit du poste de : Président, Vice-président, Secrétaire ou Conseiller. Mode de calcul: Numérateur : Nombre de femmes qui occupent l'un de ces 4 postes dans le comité de la structure communautaire et qui sont actives dans la communauté. Dénominateur : Nombre des membres du comité de la structure communautaire qui ont été votés par les membres de la communauté pour un mandat bien déterminé	40%	15%	Rapport d'activité (Bureau)	PV d'élections des membres	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP

Indicateur standard (Bureau)	1a.7 : Nombre de femmes formées en leadership transformationnel.	Ce sont des femmes ciblées pour jouer un rôle dans les structures communautaires qui seront formées en leadership transformationnel. Elles seront comptabilisées si et seulement s'elles ont suivi tout le module en leadership transformationnel pour jouer un rôle positif dans la construction de la paix dans leur communauté et pour l'intégration effective de la femme	80	61	Rapport d'activité (Bureau)	Rapports de formation, Fiche d'activité, Listes de présence, Photos géo localisables	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP
Indicateur de projet (Bureau)	# de cas d'abus (y compris les VSBG et SEAH) référés vers les structures de prise en charge holistique (médical, juridique, psychosocial et réintégration économique) de survivantes	Cet indicateur se veut de calculer les nbre de personnes victimes d'abus qui, n'ayant trouvé une réponse au niveau du projet, ont été orientées vers les structures de prise en charge et ont reçu le service nécessaire.	120	102	Rapport d'activité (Bureau)	Fiches de référencement, Rapports,	Trimestre (Mensuel auprès de membre du consortium)	Responsable M&E du Consortium, Officiers M&E de CEDERU, ASP et AAP

PROJECT NAME	MUDA WA AMANI
CONSORTIUM PARTNERS	HEKS-EPER, ASP, AAP
Date Submission	11-Jan-24
MONTH	Dec-23

12345

Project Outcome	Implementing Partner	Outputs	Activities	Dead-line	ponsible for each ac	Contacts of responsible Officer	Pas encore commencé	En cours sur la bonne voie	En cours, mais avec possible retard	En retard	Atteinte	Commentaire
Résultat 2 : La cohésion sociale inter-		Produit 2.1 : Les conditions socio-	Activité 2.1.1 : Conduire une étude de marché portant sur les filières et Chaines de Valeurs Agricoles porteuses (identification de points d'entrée pour la réinsertion socio-professionnelle).	8/31/2022	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.2 : Organiser les formations en faveur des ex-combattants, jeunes à risque, des femmes, réfugiés, déplacés et communautés hôtes sur les filières porteuses identifiées dans les centres de formation professionnelle.	3/31/2024	Fidele MUHANGA	990811639			XX			Nouvelle date:28 fevrier 2024
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.3 : Initier lorsqu'elles font défaut et/ou organiser des OP et AVEC en tenant compte de l'inclusion sociale (genre, ethnic)	2/29/2024	Fidele MUHANGA	990811639		XX				
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.4: Accompagner les petits exploitants agricoles (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) dans la production et l'accès au marché pour les chaînes de valeurs retenues (Semenciers, producteurs,	5/31/2024	Fidele MUHANGA	990811639		XX				
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.5: Former les moniteurs/agronomes et vétérinaires sur les techniques et pratiques agricoles/culturelles et zootechnies (pastorale)	1/31/2023	Fidele MUHANGA	990811639					0	
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.6: Appuyer les activités génératrices de revenus (AGR Collectives ou individuelles) en faveur des ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes.	11/30/2022	Fidele MUHANGA	990811639				XX		Nouvelle date:28 fevrier 2024
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.7: Former les jeunes sur l'entreprenariat/leadership et la gestion de micro, petites et moyennes entreprises.	11/30/2023	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.8 : Assurer l'accompagnement technique des bénéficiaires dans le processus de gestion de leurs AGRs et des AVECs.	2/29/2024	Fidele MUHANGA	990811639			XX			
	0 CEDERU		0 Activité 2.1.9 : Organisation de plaidoyer pour l'assainissement de l'environnement économique, l'accès aux services (crédits, informations, de facilités fiscales) pour les AGRs appuyées.	11/30/2023	Fidele MUHANGA	990811639				XX		Nouvelle date:28 fevrier 2024
	0 HEKS		0 Activité 2.1.10 : Fonds flexibles pour le pilier RRR (Retour, Réintégration et Relance socio-économique)	5/30/2024	Fidele MUHANGA	990811639	XX					
	0 HEKS	Produit 2.2 : Des infrastructures	Activité 2.2.1 : Atelier participatif d'identification et validation des infrastructures à construire/réhabiliter.	11/30/2022	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 HEKS		0 Activité 2.2.2 : Construction/réhabilitation des infrastructures de base identifiés/validés (marchés, centre socioprofessionnel de jeunes, stades, ...).	11/30/2022	Fidele MUHANGA	990811639					0	
	0 HEKS		0 Activité 2.2.3 : Équiper les infrastructures construites/réhabilitées (aux centres de jeunes existants et/ou mis en place).	8/30/2023	Fidele MUHANGA	990811639				XX		Nouvelle date:30/03/2024
	0 HEKS		0 Activité 2.2. 4 : Organiser les réunions d'identification des sites pour les travaux HIMO (Routes de desserte agricole) en collaboration avec les autorités locales et les responsables des associations des jeunes et femmes.	11/30/2022	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 HEKS		0 Activité 2.2.5 : Étude de faisabilité avant le développement des travaux HIMO.	11/30/2022	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 HEKS		0 Activité 2.2.6 : Organiser et appuyer les travaux HIMO en faveur des jeunes à risque, les femmes/filles et les autres groupes marginalisés (y compris les Pygmées).	11/30/2023	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 HEKS		0 Activité 2.2.7 : Former les gestionnaires des infrastructures en vue d'une gestion saine et durable.	2/29/2024	Fidele MUHANGA	990811639		XX				
	0 HEKS	Produit 2.3 : Les déplacés, réfugiés	Activité 2.3.1: Ateliers de recyclage sur la prise en charge psychosociale et des séances de débriefing émotionnel en faveur des facilitateurs de groupes et APS (minimum 2 ateliers).	12/30/2023	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 HEKS		0 Activité 2.3.2: Organiser des séances d'accompagnement psychosocial (selon le cas individuels).	5/30/2024	Fidele MUHANGA	990811639					XX	
	0 HEKS		0 Activité 2.3.3: Organiser 12-16 séances de renforcement de compétences socio-émotionnelles dans les groupes (par groupe)	2/20/2024	Fidele MUHANGA	990811639	XX				XX	
	0 HEKS		0 Activité 2.3.4: Organiser de séances de sociothérapie	3/30/2024	Fidele MUHANGA	990811639				XX		
	0 HEKS		0 Activité 2.3.5: Assurer le suivi psychosocial à domicile individuel et collectif de proximité	5/30/2024	Fidele MUHANGA	990811639		XX				
	0 HEKS		0 Activité 2.3.6: Provision d'un kit de dignité (pour les plus nécessiteux)	8/30/2024	Fidele MUHANGA	990811639				XX		Nouvelle date: 31/5/2024
	0 HEKS		0 Activité 2.3.7 : Organiser les séances de formation sur les compétences de vie quotidienne (life skills, y compris civisme, résolution non-violente des différends) tenant compte de la dimension de genre.	5/30/2024	Fidele MUHANGA	990811639				XX		Nouvelle date:30/03/2024
	0 HEKS		0 Activité 3.1.2 : Conduire une étude sur les rôles et la participation de la femme dans la prise de décision, dans la négociation de paix et la sécurité.	2/22/2023	Fidele MUHANGA	990811639					XX	

0	HEKS-EPER	Activités M&E	Conduire l'étude de base	8/30/2022	Pacifique MUZIRIGERA	817089610					XX	
0	HEKS-EPER		Activités de lancement et clôture du projet	8/30/2022	Fidele MUHANGA	990811639				XX		
0	HEKS-EPER		Appui aux réunions et descentes de commissions Planification, Suivi et Evaluation de CLPD (rôle de comité local de pilotage).	5/30/2024	Pacifique MUZIRIGERA	817089610		XX				
0	HEKS-EPER		Missions Semestrielles de collecte de données	5/30/2024	Pacifique MUZIRIGERA	817089610		XX				
0	HEKS-EPER		Réunions de redevabilité	3/30/2024	Pacifique MUZIRIGERA	817089610		XX				
0	HEKS-EPER		Evaluation finale du projet	5/30/2024	Pacifique MUZIRIGERA	817089610	XX					